

Avant-propos

Le *Rapport de l'UNESCO sur la science* nous fait faire le tour du monde. À travers les yeux d'une équipe internationale de spécialistes, il fait le point de l'état actuel de la science dans le monde entier. Quelles sont les nouvelles tendances apparues depuis le rapport précédent, publié en 1998? Quels événements ont contribué à transformer l'entreprise scientifique? Quels ont été, par exemple, les effets sur la science du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est adopté en 1999, du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) lancé par l'Union africaine en 2001 et de l'élargissement de l'Union européenne de 15 à 25 membres en 2004? En quoi les profils scientifiques des différents pays et régions se distinguent-ils? Comment les relations entre les gouvernements, le secteur privé et les « institutions du savoir » (universités et organismes de recherche) évoluent-elles et quelles sont les conséquences de cette évolution pour le progrès scientifique?

La Conférence mondiale sur la science organisée en 1999 par l'UNESCO et le Conseil international pour la science (CIUS), appartient au passé mais son héritage demeure sous la forme d'un grand nombre de recommandations. Comment ces recommandations se traduisent-elles dans les politiques scientifiques nationales? Par exemple, les décisions des gouvernements en matière de politique scientifique tiennent-elles compte du fait que les résultats de la recherche fondamentale et les applications qui en découlent sont le poumon du système de recherche tout entier, et que la recherche fondamentale a donc besoin du soutien constant de l'État?

Dans son introduction, Peter Tindemans expose dans leurs grandes lignes les principaux thèmes étudiés dans le présent rapport. Il note que le souci d'édifier des sociétés du savoir est devenu un objectif primordial des gouvernements dans le monde entier. Les ressources humaines sont naturellement un élément clé de cet effort. En même temps, les gouvernements, l'industrie et les autres acteurs de l'entreprise scientifique en viennent à comprendre que « le développement des ressources humaines peut s'accompagner de problèmes de grande ampleur » dont le moindre n'est pas le phénomène de l'exode des cerveaux, interne ou externe. L'un des remparts les plus efficaces contre l'exode des cerveaux est un système universitaire solide, mais quels sont les pays qui peuvent aujourd'hui s'enorgueillir d'en posséder un?

Si la « société du savoir » est un concept clé du présent rapport, « l'innovation » en est un autre. Nous verrons que si le secteur privé

en est venu à dominer le financement de la recherche-développement (R & D) dans de nombreux pays, on attend encore plus de lui. Tindemans nous apprend cependant que ce ne sont pas les entreprises qui financeront le gros de la recherche fondamentale dans les institutions universitaires au cours des années à venir même si les universités jouent un rôle de plus en plus important dans l'innovation. Le présent rapport nous dira pourquoi.

Nous verrons aussi que l'Asie prend rapidement de l'importance sur la scène internationale, entraînée surtout par le dynamisme de la Chine. Cette tendance remet en question la domination de la triade Japon, États-Unis d'Amérique et Union européenne. Ainsi, la part de l'Asie dans les dépenses mondiales de R & D dépasse désormais celle de l'Europe. Mais avec des centaines de millions d'enfants vivant encore dans la pauvreté en Asie, les bienfaits de la R & D n'atteignent pas encore de vastes secteurs de la population qui manquent de l'« essentiel » que sont, par exemple, une bonne nutrition, l'accès à l'eau potable, des services d'assainissement et un logement. N'oublions pas que l'une des principales recommandations de la Conférence mondiale sur la science était de veiller à ce que la R & D soit orientée vers la satisfaction des besoins sociaux et la solution des problèmes liés au développement.

Ailleurs dans le monde, des pays moins connus pour leur contribution à la science, comme la Turquie, font leur apparition sur la scène internationale. La science n'est peut-être pas encore une l'affaire de tous les pays mais les rangs de ceux qui veulent en être parties prenantes grossissent indéniablement. La coopération internationale, outre qu'elle aide les pays à « se mettre à niveau », devient un outil indispensable à la pratique même de la science. Nous vivons une époque passionnante.

J'ai la conviction que l'information, les données et les analyses éclairées contenues dans les pages qui suivent s'avéreront des plus précieuses pour les décideurs du public et du privé, les scientifiques, les étudiants, les journalistes et tous ceux qu'intéresse l'histoire en mouvement de la science. Si ces pages suscitent la réflexion et le débat, le *Rapport de l'UNESCO sur la science* aura rempli son objectif.



Koïchiro Matsuura

Directeur général de l'UNESCO